

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 16/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ROSSI**

80 CHEMIN de BEAUCHAMP  
84170 Monteux

Références : D-0515-2023  
Code AIOT : 0006400546

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement ROSSI implanté 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux. L'inspection a été annoncée le 01/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à un départ de feu qui s'est déclenché, le samedi 29 juillet 2023 en début d'après-midi, au niveau du broyeur.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROSSI
- 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux
- Code AIOT : 0006400546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROSSI, dont le siège social est situé au 80 Chemin de Beauchamp 84 170 MONTEUX, exploite une installation de recyclage et récupération de déchets ferreux et non ferreux, ainsi qu'un centre VHU et broyeur agréé.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 3532, 2712-2, 2713-1, 2717-2, 2718-1, 2790-1-b, 2791-1 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2-b, et 2712-1-b de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 03 avril 2002 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rapport d'accident
- Isolement des eaux d'extinction
- Porter à connaissance

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Isolement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 18.6	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le samedi 29 juillet 2023, un feu s'est déclaré sur le site de ROSSI à Montoux nécessitant l'intervention des pompiers. Les dégâts matériels sont mineurs (bandes en caoutchouc du convoyeur endommagées) et un employé légèrement intoxiqué a été transporté par précaution au centre hospitalier de Carpentras (il est ressorti le jour même). De plus, les eaux d'extinction incendie ont bien été collectées et isolées en attente d'élimination en centre de traitement agréé. Enfin, des déchets correctement conditionnés sont en attente d'élimination (bandes en caoutchouc, poussières, etc.).

Il ressort de la visite d'inspection que l'exploitant doit :

- transmettre à l'inspection les justificatifs d'élimination des différents déchets produits lors de cette incendie,
- affiner son système de détection incendie inopérant le jour du sinistre,
- transmettre un dossier de porter à connaissance en vue de demander une évolution des horaires de fonctionnement,
- compléter son rapport d'incident avec les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Rapport d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le samedi 29 juillet 2023, un feu s'est déclaré sur le site de ROSSI au sein des bandes transporteuses menant au broyeur. Le même jour à 14h38, l'exploitant en l'occurrence Mme ROSSI a laissé un message sur le répondeur téléphonique de l'inspecteur en charge de ce site ICPE. Par la suite, Mme ROSSI a transmis un rapport d'incident par mail à 17h53. De même, lundi 31 juillet 2023 à 09h31, la DREAL a été destinataire de l'intervention du SDIS 84 pour cet incendie.  Le rapport d'incident de l'exploitant mentionne que le feu a démarré à 13h25 avec une apparition de fumée en amont vers 13h15. Les équipes de travail étaient en pause depuis 13h00. Suite à signalement de ce départ de feu, l'équipe en charge du broyeur est rapidement intervenue avec les moyens d'extinctions prévus (lance RIA et extincteurs). Les pompiers sont arrivés vers 13h35 et leur intervention a duré jusqu'à 13h50. Afin d'éviter toute reprise du feu, les pompiers ont vérifié la température de la partie endommagées ainsi que l'état des bandes transporteuses et des éléments autour. Ils ont également testé le personnel intervenu sur le feu par rapport au risque d'inhalation des fumées. D'après le rapport de l'exploitant, l'incendie aurait pour origine un morceau de ferraille chaud tombé d'un convoyeur qui aurait provoqué un départ de feu sur sa bande en caoutchouc. Puis, le feu se serait ensuite propagé aux caoutchoucs des 2 autres bandes à proximité. Aucun déchet n'a pris feu puisque les bandes étaient vides au moment de l'incident.  Les conséquences de l'incendie sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 bandes transporteuses endommagées,</li><li>• 1 personne légèrement intoxiquée par les fumées et transportée par précaution au CHU de Carpentras. La personne a pu quitter l'hôpital en fin d'après-midi,</li><li>• eaux d'extinction incendie à évacuer (confinement des eaux constaté par l'inspection lors de la visite terrain),</li><li>• déchets issus de cet incendie (caoutchoucs brûlés, poussières, etc.) qui ont été conditionnés en attente d'évacuation (constat lors de la visite d'inspection).</li></ul> Concernant les moyens de détection incendie, le site dispose d'un détecteur de chaleur. Le jour de l'incendie, le système n'avait pas été enclenché durant la pause méridienne. L'exploitant justifie ce manquement par une "chauffe" du broyeur qui déclenche systématique l'alarme incendie. L'exploitant doit revoir le procédé de détection avec son prestataire.  En conclusion, même si l'exploitant a bien remis un rapport d'incident, il doit : <ul style="list-style-type: none"><li>• transmettre à l'inspection les justificatifs d'élimination des déchets produits lors de l'incendie,</li><li>• préciser les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,</li><li>• affiner son système de détection incendie lors du fonctionnement du broyeur.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Isolement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 18.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident ou d'incendie, déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Les eaux d'extinction d'incendie seront collectées et dirigées vers le bassin de rétention prévu à cet effet dont le volume sera au moins de 150 m3. Leur évacuation éventuelle doit se faire sans dilution dans les conditions prévues à l'article 18-4 ci-dessus. à défaut, elles doivent être éliminées dans les installations autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b> Les eaux d'extinction ont bien été collectées et dirigées vers le bassin de rétention. L'inspection a pu le constater sur site. L'exploitant a indiqué qu'un pompage aurait lieu le lendemain par l'entreprise SARP OSIS.  L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs d'élimination de ces déchets liquides.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> En amont du constat sur le terrain, l'inspection a fait un point en salle de réunion. Lors de ce point, il a été rappelé les horaires de fonctionnement du site mentionnés dans le dossier d'autorisation de l'exploitant déposé en 2001, à savoir du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.  Or, l'incendie s'est déclaré un samedi. L'exploitant justifie ce jour de travail un samedi en raison d'un retard dans le broyage de ses déchets dû à des pannes et de sa volonté de diminuer les tas.  L'inspection précise qu'à l'avenir l'exploitant devra toujours informer le Préfet via un porter à connaissance de toutes modifications liées à l'activité de son site.  L'exploitant a informé l'inspection de son souhait de produire un porter à connaissance pour l'actualisation de ses horaires d'activités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois